

Vive l'Anarchie - Semaine 39, 2026

Sommaire

Affaire du 8 décembre : le verdict en appel est tombé ! [\(p.2\)](#)

Une cantine pour cantiner #40 [\(p.5\)](#)

Contre le sommet de l'IA - Rassemblement [\(p.6\)](#)

Quelques coups de masse contre le travail ! [\(p.9\)](#)

They tried to bury us, but didn't know we are seeds! Lancement d'une nouvelle archive de tous les sites Noblogs ! [\(p.9\)](#)

Le programme de l'infotour 2026 se précise [\(p.10\)](#)

Manifeste abstentionniste [\(p.11\)](#)

Pourquoi et comment brûler la psychiatrie ? Discussion pour des perspectives antipsy anticarcérales [\(p.29\)](#)

5e Assemblée Anticarcérale Paname & Environs : 27 septembre au DOC ! [\(p.30\)](#)

Du soulèvement de la Genz212 aux luttes des harragas à Sebta : solidarités avec les révoltes sociales au Maroc et luttes contre le régime colonial des frontières [\(p.33\)](#)

1970-01-01 00:00:00 [\(p.34\)](#)

[Brochure] Sous des horizons proches : mise à jour de l'adresse mail [\(p.35\)](#)

(Affiche) Brisons la chaîne ! [\(p.36\)](#)

Deuxième assemblée pour s'organiser suite à cet été de canicules et d'incendies [\(p.37\)](#)

Chaline – septembre 2026 [\(p.40\)](#)

NON à l'antenne 5G du quartier Saint-Julien... et non aux antennes relais partout ! [\(p.40\)](#)

PESTILENCE ET VÉLODROME - zbeul au sommet de l'IA [\(p.43\)](#)

appel à contribution pour un recueil de fiction anarchiste et anti-autoritaire [\(p.46\)](#)

Affaire du 8 décembre : le verdict en appel est tombé !

Publié le 2026-09-21 05:58:51

Jeudi 10 septembre 2026, la juge Isabelle Schoonwater a prononcé le délibéré de l'affaire du 8 décembre 2020. On l'attendait depuis plus de 3 mois, depuis que le procès en appel s'est terminé fin mai à Paris.

Ou plutôt depuis 2 ans et demi, depuis la condamnation en première instance des 7 personnes censées constituer cette association de malfaiteurs terroriste. Et même depuis 5 ans et demi, depuis que les potes avaient été arrêtés par des flics sur-armés agissant pour le parquet anti-terroriste, et séquestrés dans les caves sordides de la DGSJ à Levallois-Perret. Pour rappel, lors des plaidoiries de 2026, les avocat-e-s avaient plaidé la relaxe générale pour l'accusation d'association de malfaiteurs terroriste (AMT) et une re-qualification des faits pour chacun.es.

La juge en a décidé autrement puisqu'elle maintient l'AMT. Comme en première instance elle le justifie par le fait que cette AMT n'a pas besoin d'être constituée en groupe, ni d'avoir un but ou un projet mais qu'il suffit d'une "potentialité suffisante". Pour cela elle se repose principalement sur la fabrication d'explosifs et d'une "convergence manifeste se caractérisant par une rupture avec la société" des accusé-e-s. Eh oui, vous avez bien lu, cette condamnation est bien celle d'un groupe qui n'en est pas un, pour avoir donné l'impression d'avoir un projet, indéterminé, de peut-être s'en prendre aux forces de l'ordre. Condamné-e-s pour des suspicions d'intention et un esprit rebelle !

Les peines (et les petites joies)

Pour Libre Flot, le soi-disant chef de la soi-disant bande, leur cible favorite, la condamnation est lourde : 5 ans de prison dont 3 ans de sursis probatoire pendant 2 ans, quasiment comme en première instance. Il ne lui reste que 2 mois qu'il n'a pas déjà fait en détention provisoire et qui pourront être aménagés (en bracelet électronique par exemple). Mais aussi un suivi socio-judiciaire pendant 5 ans avec une peine d'un an s'il n'obéit pas à ce suivi, ce

qui représente une équipe pluri-disciplinaire sur son dos tout ce temps, “destinée à prévenir la récidive”. Également pour F, comme en première instance, l’inscription au FIJAIT, le fichier des auteurs d’infraction terroriste, qui court sur 20 ans avec des obligations (pointage, signaler les déplacements...) pendant 10 ans.

Pour les autres, le FIJAIT est retiré. C’est la perspective de retrouver petit-à-petit de la liberté de déplacement, en particulier pour les déménagements et les voyages à l’étranger, la fin des pointages trimestriels. Chacun-e subit encore un certain nombre d’obligations (de soin, de travail ou de formation) et d’interdictions (de port d’arme, de travailler dans certains domaines). Mais n’étant pas associées à un dispositif de marquage des ennemis intérieurs de l’État, les conséquences liées à ce fichage ne pourront au moins pas être étendues, et des demandes pourront être faites pour assouplir les contraintes du quotidien.

Autre élément nouveau depuis le début de la procédure, les interdictions de communiquer entre eux sont enfin tombées ! C’est une petite victoire après toutes ces années d’éloignement forcé.

Élément qui pourrait être risible qui a été ajouté à leur peine et qui n’existait pas en première instance, une inéligibilité pour une durée de 5 ans, au cas où l’un-e d’eux voudrait se lancer en politique ;) Cela démontre néanmoins la crainte qu’iels utilisent des moyens politiques officiels.

Dans le classement de cette juge, vient ensuite S, dont la peine est un peu allégée par rapport à la première instance. 3 ans et demi dont 32 mois de sursis probatoire : il reste donc les 10 mois de ferme, qu’il a déjà purgé en préventive. En ce qui concerne C, W et B, iels sont condamné-e-s à 3 ans de prison dont 2 de sursis probatoire pendant 2 ans. On s’éloigne très peu des condamnations de la première instance, sauf pour B qui n’avait pas de ferme et qui n’avait pas fait de préventive. Les mois restants pourront être aménagés, par exemple en bracelet électronique, selon la volonté du ou de la juge d’application des peines anti-terroristes (JAPAT). On attend ce rendez-vous pour connaître le détail des conditions de vie des 5 “associé.es” ces prochains mois.

Pour l'un d'entre elleux l'AMT tombe puisque la juge a prononcé la relaxe de M ! "Au bénéfice du doute". C'est le seul qui n'a pas participé à la confection d'explosifs. La juge l'a bien interrogé sur les lance-pierres qu'il avait chez lui, mais ça semblait décidément trop ridicule de les considérer comme des armes. Enfin un vrai soulagement quelque part. On lui souhaite toute la tranquillité du monde, et de bien profiter de sa nouvelle vie libre. Avec toutes les parties d'air soft qu'il veut, si ça l'amuse. Et on espère fortement que cela puisse être utilisé en jurisprudence pour d'autres qui seraient accusé-e-s d'AMT dans le futur.

Pour conclure, on pourrait dire que ce jugement est globalement dans la même lignée qu'en première instance, puisque la justice les condamne définitivement pour association de malfaiteurs terroriste. On se réjouit bien sûr de la relaxe de M et de la désinscription du Fijait pour 5 d'entre elleux. Mais cela ne vient pas ébranler la construction du PNAT et de la DGSI, le fond de leurs motivations reste semblable. Il y a donc une jurisprudence qui semble s'établir en France pour condamner de terroristes des personnes n'ayant pas réellement eu de projets de terreur mais qui ont des convictions politiques qui critiquent l'État. Par ailleurs cela continue d'isoler Libre Flot, sur qui la justice semble déterminée à s'acharner.

Est-ce que c'est vraiment terminé ? Ça dépendra de la décision des inculpé-e-s d'aller en cours de cassation ou non. C'est la juridiction au-dessus, qui a pour but d'unifier et de contrôler l'application des lois, et qui le fait de manière très administrative (des audiences de quelques heures, avec des avocat.es spécialisé-e-s, sans droit de parole pour les condamné-e-s). Si le jugement était cassé par cette cour, s'en suivrait un nouvel appel (sûrement une attente de plusieurs années et un procès d'un mois comme les précédents). Yels ont jusqu'au 10 octobre pour lancer la procédure, ou en rester là.

On vous tient au courant quand on saura quelle est la suite ! Merci pour toutes les formes de soutien qui ont apporté beaucoup de force aux camarades pour traverser tout cela depuis le 8 décembre 2020.

En effet, la classification comme organisation globale terroriste par les USA de la plateforme numérique Autistici/Inventati (et qui nous fait terriblement écho) signifie la disparition imminente du blog des soutiens du 8.12, nous envoyons tout notre soutien à ceux qui ont permis à des milliers de blogs d'exister

gratuitement et librement et un immense merci. On envoie aussi un merci à tous les sites d'auto-média de nous permettre de donner des nouvelles de nos malfrats préférés !

Une cantine pour cantiner #40

Publié le 2026-09-21 06:03:51

La cantine est en soutien à Ali, réfugié palestinien incarcéré depuis mai 2024 dans la prison d'Osny dans le Val d'Oise. Pour plus d'informations sur son histoire et sa situation, voir <https://www.liberezali.org/quiestali>, site web créé par le comité de soutien Libérez Ali.

Le repas est vegan et prix libre, à la Tablee au 15 rue Robert à Saintéhe 12h30.

Menu : assiette composée d'une salade haricots verts/pomme de terre, favas, alhetada, aubergines roties, sauce raïto, et en dessert pommes roties et glace à la vanille.

En prison, tout coûte cher.

La gamelle est souvent mauvaise, et doit être remplacée ou complétée par les cantines, produits surtaxés par rapport aux prix extérieurs. La télévision, le frigo, sont payants. Les appels téléphoniques sont hors de prix. Retour ligne automatique

Il faut aussi souvent payer les avocats, les amendes, les parties civiles...

Tout ceci pèse très souvent sur les proches, car le travail en prison n'est pas accessible à tout le monde, et les détenu.es sont payé.es des miettes, pour le plus grand plaisir des entreprises qui les exploitent.

Il faut en plus ajouter le prix des déplacements au parloirs, et parfois de



l'hébergement pour les personnes qui viennent de loin

Pour toutes ces raisons, nous proposons une fois par mois une cantine en soutien, pour alléger la charge financière qui pèse sur des proches de détenu.es.

Contre le sommet de l'IA - Rassemblement

Publié le 2026-09-21 06:08:50

24/09 - 8h30 Rassemblement au parvis du stade Vélodrome

Ces 24 et 25 septembre 2026, le sommet de l'IA, sobrement titré :

The Great SHIFT – the Great Acceleration aura lieu au stade Vélodrome, à Marseille.

Ce sommet est naturellement organisé par notre petit Bolloré local – Rodolphe Saadé, et sera donc couvert par le média Brut (racheté pour mémoire par la CMA CGM en septembre 2025).

Pendant deux jours, Présidents-directeurs-généraux, chef.fes de projet technophiles et penseur.euses complaisantes se succéderont sur la pelouse pour débiter la grande messe de l'IA.

Il faudrait pourtant commencer par souligner qu'« Intelligence artificielle », ça ne veut rien dire : c'est un terme marketing creux, qui désigne un ensemble de technologies disparates.

Pourtant, on croise l'Intelligence artificielle partout où on regarde, et quoi que l'on écoute.

Les entrepreneurs de la tech, quand ils ne s'attellent pas à concevoir des systèmes pour nous crever plus efficacement les yeux, ont visiblement à cœur de nous éblouir.

Pourquoi faire un sommet de l'IA et pourquoi l'ouvrir au public, tant les contournements démocratiques que s'aménage les entrepreneurs de la tech sont nombreux ?

Malgré l'indiscutable avancée majeure que constituerait l'IA, désignée comme vecteur révolutionnaire de l'humanité, il faut encore s'embarrasser d'acceptabilité sociale.

Bon sang, les gens sont cons ou quoi ?

En effet, si la France (ce kidnapping linguistique qui désigne la classe capitaliste entrepreneuriale) a besoin de l'IA pour faire fleurir son économie, les habitant.es de la France, elleux, ont semble-t-il besoin, pour commencer, de manger décemment, de se loger, de se soigner, d'avoir du temps, de ne pas vivre d'apocalypse climatique, et ainsi de suite. Les cons !

Ainsi, il va falloir urgemment convaincre ces rétifves de monter à bord du train de l'IA.

À ce sujet, nous, (les rétifves) n'avons de toute façon pas de billet.

Les agent conversationnels tiennent nos solitude en embuscade, les nourrissent et les encadrent ;

Les outils opérationnels vident le travail de sa substance (déjà peu reluisante à maints égards), et capturent les savoirs-faire,

Et les entrepreneurs de la tech, quand ils s'expriment par la bouche des décideurs publics, ont remplacé

Nous allons autoritairement imposer massivement ces usages

par Il faut que les gens comprennent, il faut absolument travailler sur l'acceptabilité sociale.

Chacun, chacune, portant religieusement sa petite pierre à l'édifice de mystification générale.

Ceux qui vont pontifier au Vélodrome sont rompus à la prestidigitation :

- Tout mettre en œuvre pour faire advenir ce qu'on nous présentera comme étant déjà là
- Effrayer le quidam par la puissance du progrès (doit-on craindre un cyber-armaggedon ?) tout en affirmant être à la pointe de l'innovation dudit progrès
- Masquer l'avancée réelle de nouvelles technologies de guerre, de surveillance, de gestion des frontières.
- Amplifier la prédation sur les ressources, et proposer des solutions innovantes pour mieux gérer leur raréfaction

- Marteler la nécessité d'une souveraineté numérique de la France, tout en ne signalant pas que ses infrastructures – des datacenters en folle expansion – sont la propriété de multinationales états-uniennes, qui fonctionnent avec des puces produites à Taiwan, lesquelles sont construites avec des métaux extraits au prix du sang en RDC, qui compilent des données annotées par des travailleuses exploitées à Madagascar, au Kenya, et dont les serveurs, qui jouissent d'une durée de fonctionnement approximative de 3 à 4 ans, finissent illégalement dans les immenses décharges à ciel ouvert au Ghana.

L'IA n'a rien de souverain – le néocolonialisme, lui, l'est bel et bien. Cocori-splash.

Ils veulent vendre Marseille sur l'autel de l'IA. Ne donnons pas aux fascistes les outils de leur prolifération.

Rendez-vous à 8h30 devant le stade Vélodrome, jeudi 24 septembre !

Dress-code : Faune anti-IA (des bugs pour les machines, des chatons pour nos projets !)



PS :

des barres

<https://aim-marseille.com/fr>

Quelques coups de masse contre le travail !

Publié le 2026-09-21 06:13:50

Début septembre les vitres de l'agence France Travail du quartier Chantenay à Nantes ont volé en éclats et se sont faites taggué « MORT AU TRAVAIL ». C'est après tout peu chère payer face aux flicage et à l'humiliation constante auquel nous soumet cette institution qui comme le reste de la société voudrait nous faire passer la quasi entièreté de notre à assurer notre survie. Sans oublier non plus que France Travail participe à la traque des sans papiers au côté des flics (sociaux ou non) pour permettre leurs placements en rétention et leurs expulsions. Il ya en effet bien mieux à faire que travailler dans ce monde se révolter et lutter en font parti.

MORT AU TRAVAIL ! MORT A L'ETAT !

They tried to bury us, but didn't know we are seeds! Lancement d'une nouvelle archive de tous les sites Noblogs !

Publié le 2026-09-21 06:18:50

Vous pouvez désormais retrouver tous les sites noblogs.org, tels que xy.noblogs.org, sur xy.nUblogs.org.

À la fin du mois d'août, le gouvernement des États-Unis a fait tomber Autistici/Inventati (A/I), et avec lui les sites Noblogs. <https://nantes.indymedia.org/autistici-inventati-designe-organisation-terroriste-internationale-par-les-etats-unis>

A/I a par la suite déclaré :

« Croissez et multipliez. Copiez-nous. Copiez ce que nous avons fait. Copiez le code que nous avons utilisé. Copiez l'idée à laquelle nous avons voulu donner forme. Ou prenez juste ce dont vous avez besoin et refaites-le à votre sauce. S'il y a une chose dont nos opposants ont peur, qu'ils détestent—maintenant, dans le passé, et à jamais—c'est notre capacité à répandre le virus de l'auto-gestion et l'auto-détermination et à répliquer les infrastructures de résistance comme une figure fractale.

Autistici/Inventati ce n'est pas seulement nous. Autistici/Inventati peut mourir, mais des milliers sont déjà nés et des milliers d'autres vont émerger. »

Aujourd'hui nous avons franchi la première étape. Vous pouvez désormais accéder à tous les sites Noblogs via [.nublogs.org](https://nublogs.org) ! Il suffit de taper le nom dy site (qui était avant [nom].noblogs.org) avant [.nublogs.org](https://nublogs.org). Malheureusement ce n'est qu'une archive et il n'est pas possible d'ajouter de nouveaux articles.

Aidons-nous les un-e-s les autres et créons de nouveaux serveurs !

Article traduit de nublogs.org.

Le programme de l'infotour 2026 se précise

Publié le 2026-09-21 20:48:51

Si vous connaissez des personnes sur la route de l'infotour entre Dijon et Marseille, dites leur de venir aux soirées d'information !

Nous serons :

- le 5 octobre à Dijon (21),
- le 6 octobre à Châlons-sur-Saône (71)
- le 8 octobre à Saint-Etienne (42)
- le 9 octobre à Ambert (63)

- le 10 octobre à Aubenas (07)
- les 12-13 octobre : près de Forcalquier (04)
- le 14 octobre à Avignon (84)
- les 15-17 octobre : à Marseille (13)
- le 18 octobre dans la Drôme (26)

Toutes les informations détaillées sur les dates sont sur la page de l'événement sur bureburebure : <https://bureburebure.info/events/event/infotour-antinucleaire-de-dijon-a-marseille/>

Manifeste abstentionniste

Publié le 2026-09-21 20:53:49

Manifeste abstentionniste

Sep 212026

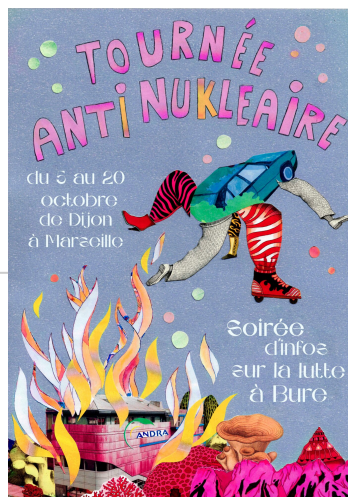
Soumission anonyme à MTL Contre-info

[PDF à imprimer](#)

Pour une lutte solidaire et cohérente

Dédicace à Céleste, Marie-Elaine et Coralie. Votre vote a bien été parmi les seuls votes semi-utiles, puisqu'il a inspiré ce texte.

Il n'est pas ici question de pureté militante.



Ruba Ghazal, co-porte parole de Québec Solidaire aux élections provinciales de 2026, réagissant à la décapitation d'une poupée en manifestation le 2 mai 2026

Il est question de réfléchir sur pourquoi, contre quoi et comment on se bat.

Il est question d'avancer vers la victoire ou de stagner à tout jamais.

Préambule :

Nous ne prétendons pas, par ce texte, synthétiser l'entièreté de la connaissance nécessaire à la lutte. Nous voulons partager une vision du monde, une analyse stratégique de l'État et de comment lutter contre ce dernier. Nous ne recommandons pas ce texte comme une introduction à l'anarchisme, nous nous adressons ici à des camarades don't nous considérons la stratégie douteuse, pas à des personnes qui s'intéressent pour la première fois à notre lutte. « L'anarchie » de Errico Malatesta nous semble être un bien meilleur début de texte et, de manière générale, nous considérons que discuter avec des anarchistes sera toujours plus pertinent et compréhensible que de lire quelconque livre.

Dans le contexte de la scène militante montréalaise de 2026, face à des élections pathétiquement molles tournant notamment autour de la xénophobie, nous commençons à prendre conscience du fait que plusieurs allié.e.s que nous pensions révolutionnaire ne sont, en réalité, que de gauche.

Qu'un parti aussi évidemment faible et à peine de gauche arrive à créer un tel focus dans la discussion révolutionnaire nous dépasse. Qu'on puisse sérieusement se faire dire que la solution est une gauche « messy » ou qu'il faille voter « pour ceux qui ne le peuvent pas » nous rend abasourdi.e.s.

Ce manifeste tente de remettre les pendules à l'heure sur le sujet du vote comme arme politique.

Les figures de domination seront laissées au masculin, les lieux que nous ne reconnaissons pas ainsi que les noms que nous haïssons seront laissés sans majuscules.

L'État

Au main de l'État, la force s'appelle « droit », aux mains de l'individu, elle se nomme crime.

Max Stirner

Il est important pour expliquer le dégoût que nous inspire l'État de comprendre notre conception de cette machine. Nous définissons l'État comme l'appareil de domination qui utilise son monopole de la violence légitime pour administrer par des lois une population donnée sur un territoire donné.

Avec cette définition, il serait facile de croire que l'État n'est rien d'autre qu'un appareil, que les responsables seraient à blâmer pour tout abus et non le système. Il serait cependant inexact de présenter l'État comme uniquement un outil puisqu'il vit au travers et au-delà de toutes celles qui le constituent.

L'État est une institution avec des principes fondateurs, faits pour assurer sa survie au travers du temps. À cette fin, il tord la volonté de ses plus hauts fonctionnaires, lie leurs intérêts au sien et s'assure de leur éternelle loyauté.

L'État est la somme de toutes les personnes qui le constitue, qui le dirige et qui lui donne leur temps, leur énergie et leur dévotion. Il est aussi une entité vivante avec ses propres intérêts qui dépassent toutes. Il a sa propre mémoire, sa propre vision d'ensemble que personne ne partage réellement puisque le secret est une des premières composantes de son fonctionnement. Ni les généraux, ni les ministres, ni les présidents ne voient l'intégralité de ce que l'État fait. Tout cela est évidemment voulu. La machine, pour asseoir sa domination, ne peut pas réellement avoir quelqu'un.e aux commandes puisque ça l'empêcherait de tout contrôler. Si l'État pouvait être réellement commandé, utilisé et/ou dominé, sa survie serait mise en péril. Ainsi, pour empêcher que ce soit de s'élever au dessus de l'État, il s'assure que jamais personne ne puisse avoir plus de connaissances que la machine.

L'État est obsédé par le fait de tout comprendre, tout connaître, tout recenser et tout surveiller. La surveillance de masse n'est pas une dérive autoritaire de l'État, c'est la suite logique de ses prémisses. Ainsi, comme personne ne

comprend ni ne connaît l'État dans la globalité de sa volonté propre, personne en son sein n'est aussi puissant que l'État en tant qu'entité semi-consciente.

C'est là d'ailleurs le seul aspect que nous pouvons (ironiquement) apprécier de l'État : tous ceux qui pensent, par l'État, s'élever et dominer, se retrouvent endetté à vie, au service d'un démon qui dépasse complètement leur compréhension. Le dirigeant est autant au service de l'État que le riche est au service du Capital.

Quand on dit que l'État « administre », c'est bien pour appuyer qu'il ne coordonne pas. L'État n'organise pas, il réglemente. Il ne décide pas comment les choses se font, il empêche qu'elles se fassent de certaines manières et, surtout, qu'elles se fassent sans lui. Il sait que le seul but de son existence est de tout administrer pour que le peuple aie à prendre le moins de décision que possible, puisqu'il a fondé sa légitimité sur l'idée que les individus ne peuvent pas prendre de bonnes décisions. Chaque initiative communautaire qui réussit à créer de la coopération altruiste et bénévole démontre matériellement l'incohérence de l'existence de l'État.

L'État doit donc agir pour garder le contrôle sans avoir l'air de répondre de manière démesurée. Il sait que plus il est ouvert et direct dans sa domination, plus le contre-pouvoir s'active. Il sait que moins il se justifie dans sa violence, plus notre propagande est efficace. Quand il attaque frontalement, c'est pour tuer puis changer de sujet aussi vite que possible. Ainsi, comme il est plus confortable quand il n'a pas besoin d'en arriver là (bien qu'il n'hésite évidemment jamais à appuyer sur la gâchette), il tente de maintenir son contrôle de toutes les manières des plus subtiles, il pervertit les esprits dès l'enfance grâce à son contrôle sur l'éducation et nous maintient dans ses schémas en administrant toute notre vie. Plus l'État contrôle, plus il est difficile de se rendre compte qu'il contrôle.

Il est indubitable que les ouvriers sauraient organiser leurs usines, les professeurs et élèves leurs écoles, les médecins et infirmiers leurs hôpitaux, etc... L'autogestion a fait ses preuves maintes et maintes fois au travers de l'histoire. L'État s'est imposé en contre-disant cette évidence. L'État libéral (que tous les partis visent à perpétuer, même ceux qui n'ont pas « libéral

» comme nom) postule que les humain.e.s sont naturellement en conflit constant. Selon lui, les intérêts des un.e.s et des autres sont, opposés par défaut et l'État peut trancher les différents et réconcilier les groupes qui composent notre société par le pouvoir du vote à majorité. L'État est donc persuadé que la coopération et la création de communautés harmonieuses ne peut pas arriver et que, par les lois, il peut forcer chacun.e.s à tolérer leurs concitoyen.ne.s.

On voit donc ici une vision profondément fausse et biaisée du monde à laquelle nous avons déjà fait allusion plus tôt. L'affirmation selon laquelle « l'homme est un loup pour l'homme », idée développée dans « le Léviathan » de Thomas Hobbes, résume bien les fondements argumentatifs de l'existence de l'État puisqu'elle a littéralement été sa base. Le problème étant que nous ne pouvons pas imaginer une personne humaine à un état naturel. La socialisation nous affecte dès la naissance et il nous est donc impossible de discerner les comportements naturels des comportements socialisés dans le monde réel. De plus, même avec une expérience de pensée comme celle qui a mené au raisonnement de Hobbes, nous ne pourrions pas imaginer un comportement naturel puisque nous n'avons pas conscience des effets précis de notre socialisation. Tout raisonnement ayant, à sa base, une prétendue compréhension précise de la nature humaine, est irrecevable.

L'État s'appuie donc sur ce fameux « égoïsme » qui habiterait toutes les humain.e.s pour justifier la destruction de leur volonté. Puisque la volonté humaine est « égoïste », elle ne peut mener qu'à des choix nocifs pour ses semblables. Ainsi, comme dans le christianisme, nous voici réduits.e.s au statut de simples pécheurs et pécheresses, des monstres maléfiques dont la seule chance de salut est d'adorer notre bon maître à toutes : l'État. Le bon État, celui qui sait tout, qui voit tout et qui peut tout faire, même réconcilier les animaux que nous sommes. On pourrait se poser la question, bien sûr ; quelle sorte d'égoïste se laisserait donc dominer ainsi ? On peut se demander comment l'État peut exister selon ses propres principes puisqu'une masse d'animaux dont l'égoïsme se manifeste exclusivement par la malveillance refuserait probablement tout maître jusqu'à ce que mort s'ensuive. À cette question, l'âme sensée arrive à deux possibles conclusions: nous sommes soit capables de restreindre notre malveillance (mais dans ce cas pourquoi la

restreindre en faveur d'un État et pas de la création d'une communauté harmonieuse ?), ou alors l'égoïsme n'est pas malveillant, et le vrai égoïste comprend justement que son intérêt est intrinsèquement lié à celui de toutes celles qui l'entourent.

Un autre pilier du raisonnement étatique est qu'il saurait allier une grande population en établissant des compromis de manière efficace et biaisée vers la majorité. Plusieurs problèmes, là encore, se révèlent par un examen rigoureux des tenants et aboutissants de cette idée. Pourquoi devrions nous faire parti de si grands groupes ? Pourquoi tenter de réconcilier les millions d'habitants du soi disant canada, québec, ou même de certaines grandes villes ? Pourquoi le même gouvernement devrait établir des règles qui touchent le propriétaire d'une terre d'exploitation pétrolière d'alberta, le restaurateur des grandes villes ontariennes et la mécanicienne en région au québec ? Pourquoi même un seul et même groupe devrait décider à la fois de règles pour ceux qui habitent à montréal, à québec, à val-d'or, à gaspé, à la tuque et à sept-îles ? Sommes nous sincèrement en train de prétendre que toutes ces villes-là sont même comparable dans leur économie, leur culture, leur vie quotidienne, leur dialecte ? Assurément, personne ne pourrait avoir une vision aussi stéréotypée du soi-disant québec ?

Ainsi donc, pourquoi montréal devrait décider pour sept-îles, sept îles pour québec, québec pour gaspé et ainsi de suite ? Pourquoi est-ce qu'une majorité éparpillée au travers d'à peu près 1,67 millions de kilomètres carrés pourrait imposer quoique ce soit à une minorité toute aussi éparpillée et don't elle n'a aucune idée des conditions d'existence ? Qui donc peut se targuer de comprendre les besoins et les enjeux qui touchent chacune de ces villes ? Personne. Et ce n'est pas en réunissant plus de 9 millions de personnes biaisé.e.s que, soudainement, le raisonnement deviendra plus logique.

En réalité, l'histoire nous a démontré l'inverse maintes et maintes fois. La domination a toujours mené à l'oppression et le fait qu'elle soit dirigée par une majorité n'a rien changé. Les féministes comme Emma Goldman, par exemple, avaient bien compris que nous n'arrêterons ni les féminicides les plus atroces ni la misogynie la plus quotidienne en accordant le suffrage « universel ». Le monde actuel et sa résurgence masculiniste leur a donné raison. Non

seulement le droit de vote n'a pas libéré les femmes des chaînes du patriarcat, le vote des femmes n'a pas non plus « purifié » le système électoral comme certaines suffragettes le prédisaient. Aggrandir la masse de personnes aux urnes n'a pas rendu le système plus juste.

On pourrait croire qu'en élisant ceux qui votent les lois nous avons un contrôle indirect sur lesdites lois et donc sur notre vie. Le problème étant que non seulement l'État en soi nous prive de liberté, comme dit plus tôt, mais même selon la logique de la propagande de l'État, nous n'avons pas de pouvoir.

Non seulement les politicien.ne.s ne sont aucunement tenu.e.s de garder leurs promesses (comme on l'a vu dans toutes les démocraties représentatives), mais en plus le concept même de loi est une domination constante. Le système démocratique libéral a comme fondements principaux de conserver et d'assurer les « droits naturels de chacun.e.s » notamment le fameux droit à la propriété. Démontrer l'oppression inhérente à cette vision de l'organisation sociale peut se faire simplement. Le gouvernement, en prétendant garantir notre droit à la propriété, ne fait que nous prêter tout ce qu'on pense posséder. La police et la justice sont les organes gouvernementaux supposés garantir que chacun.e.s peut posséder, le but étant de monopoliser la violence dans les mains de l'État (on parle donc de monopole de la violence légitime puisque seul les agents de l'État ont le droit d'être violents) pour égaliser les relations humaines. Puisque, comme dit plus tôt, l'État est basé sur l'idée que la nature humaine est conflictuelle, la seule manière de garder une certaine égalité et sécurité serait d'enlever le droit aux armes et à la violence de chacun.e. Ainsi, l'État nous empêche de posséder par définition ! Dès l'instant où la possession d'une chose devient illégale, toute chose qu'il est légal de posséder ne l'est que par la grâce de l'État. Puisque c'est l'État qui défend la propriété, c'est l'État qui possède.

Puisque c'est l'État qui a le droit de prendre, donner et distribuer, nous ne possédons rien. Comment est-il possible de prétendre que je possède une maison dans laquelle je ne vis que par la grâce de ma famille ? Assurément, si je peux être mis à la rue par mes parents, par exemple, je ne peux pas dire que je possède la maison dans laquelle je vis. De la même manière, si le

gouvernement peut décider à chaque instant que je n'ai plus le droit de posséder certaines substances, certains objets qui viennent de certains pays, certains livres, je ne peux pas prétendre réellement posséder quoi que ce soit. Si le gouvernement peut décider de ce que j'ai le droit de porter ou pas, de quelles hormones peuvent ou ne peuvent pas entrer dans mon corps, de ce que j'ai le droit de manger ou pas, je ne possède pas réellement mon corps. L'idée que le gouvernement m'accorde mes droits implique directement et obligatoirement que mes droits ne me sont pas propres.

C'est d'ailleurs pour cela, notamment, que nous nous opposons aux communistes autoritaires. L'idée qu'un État transitionnel peut être utilisé pour détruire la société capitaliste est incohérente non seulement parce que l'État possède déjà tout, mais en plus parce qu'un État qui passerait des lois ou des décrets pour moins posséder ne peut pas exister. Le communisme autoritaire part du principe que l'État est capable de s'autodétruire, ce qui, pour nous, serait comme s'attendre à ce qu'on puisse serrer nos menottes tellement fort qu'elles se briseront, comme si nos mains ne se videront pas de sang avant.

L'État est aussi, par sa domination, propriétaire de mon être. Comme le christianisme, l'État dit que nous ne sommes pas avant tout des gens, des individus. Selon l'État, nous ne sommes pas des personnes uniques avec des expériences uniques, des défauts et des qualités unique, une vie unique. Selon l'État, nous sommes avant tout citoyen.ne.s. L'État, en dictant des lois, dicte les limites de nos droits, comme dit précédemment. Il dicte donc les lignes acceptables de notre conduite, de notre comportement, de nos actes. En nous définissant comme citoyen.ne.s au lieu d'individus, il tente d'uniformiser le sens de notre vie. Tout comme la religion, l'État installe des lois fondamentales, sa version des saints commandements. Des lois inviolables qui différencient les bon.ne.s des mauvais.e.s citoyen.ne.s. Les bon.ne.s citoyen.ne.s ne volent pas, ne tuent pas, payent leurs taxes, etc... Ainsi, l'État reproduit le fantasme religieux de moralité objective qui permet la punition raisonnable. Il est raisonnable de priver de leurs droits ceux qui ne sont pas citoyen.ne.s puisqu'ils ne méritent pas de droit. Comme le droit vient de l'État, ne pas suivre les règles de l'État justifie facilement la perte des dits droits. Ainsi, il n'y a plus d'humanité ou d'individualité au sein de l'État, nous devenons des

exemples du concept de « citoyen.ne.s ». Idéal de vertus inatteignable qu'on ne peut qu'aspirer à ressembler ou rejeter et être rejeté.e.

Le vote n'est pas une bonne stratégie

Rien ne manque au triomphe de la civilisation.

Le comité invisible

Nous ne discuterons pas ici de personnes qui font activement campagne pour un parti. Leurs actions sont de trop grosses pertes de temps pour que nous même perdions du temps à en parler. Nous nous adresserons donc aux camarades.

Celleux qui s'organisent et qui agissent politiquement. Nous nous adressons à ceux qui se prétendent déçu.e.s par le système électoral et conscient.e.s de la domination omniprésente dans notre société mais qui, malgré tout cela, votent quand même.

Nombreuses raisons semblent mouvoir cette partie spécifique de notre communauté. Nous commençons donc par dire que nous ne critiquons pas votre personne, nous critiquons votre stratégie. Nous comprenons que vous êtes persuadé.e de vos bonnes intentions et nous offrons simplement une critique de l'outil que vous utilisez tout en le rejetant ; le vote.

Tout d'abord, nous ne croyons pas que votre vote arrêtera le fascisme ou la droite. Le fascisme ne s'est jamais arrêté par les urnes. Si on prend l'exemple de la France, cela fait des années et des années que les électeur.trices font front au Front National (FN), sans aucun succès. Année après année, le parti fondé par des anciens de la Waffen-SS accumule les votes, accède au second tour et arrive de plus en plus près de la majorité. Le Front National est passé de 190 921 voix pour 0,75 % des voix au premier tour des élections présidentielles en 1974 à 8 133 828 voix pour 23,15 % des voix au premier tour des présidentielles de 2022 et 13 297 760 voix pour 41,46 % des voix au second tour. La pente fasciste s'est enfoncée sur le fil de 50 ans et aucun vote n'a empêché l'augmentation de la puissance du FN. Le vote les a empêchés

d'accéder au pouvoir pendant 50 ans mais n'a rien fait d'autre que de retarder l'inévitable. La seule manière d'arrêter la droite, c'est de la tuer dans l'oeuf.

Combien d'entre vous avez été présent.e.s au blocage du discours de Nouvelle Alliance sur la statue de Dollard des Ormeaux ? Si vous parlez du vote comme option pour bloquer la droite sans aller bloquer le fascisme dans la rue, là où ça compte, vous n'êtes pas antifascistes. Le vote endigue la droite, ralentit le fascisme, et laisse pourrir la société. Le fascisme existera tant qu'il existera un État parce que le fascisme n'est que la fin naturelle de l'État, l'État poussé à son paroxysme. Quel autre projet politique que le fascisme pourrait être l'aboutissement de la logique de l'État ? L'État, dans sa paranoïa, veut toujours plus contrôler et dominer. L'établissement d'un État totalitaire au peuple abruti par de folles idées de suprématie nationale ou raciale est le paradis de l'État, un monde parfait où rien ne risque d'attaquer sa reproduction. Aucun État ne peut retenir le fascisme. Tant que l'État existe, le fascisme est tout aussi inévitable que la révolution. La seule différence est que la révolution peut arriver après le fascisme mais qu'une vraie révolution arrêtera pour toujours le fascisme.

On nous répondra ici, avec bonne foi, qu'il serait largement possible de faire les deux. D'aller voter ET d'aller dans la rue, d'agir à l'intérieur ET à l'extérieur du système. Notre réponse serait que l'un entre plus en contradiction avec l'autre que vous ne le pensez.

Premièrement, voter légitime le système. Comme vu plus haut, il est dans l'intérêt de l'État de conserver sa légitimité comme logique. L'État tente donc perpétuellement de rester justifié en appuyant sa légitimité notamment sur le vote. Il nous dit « Vous pouvez voter, vous pouvez convaincre, vous pouvez vous présenter. Vous ne pouvez donc pas réclamer autre chose que ce que la majorité veut, vous ne pouvez pas vous plaindre de résultat d'élections auxquelles vous refusez de participer, vous ne pouvez pas imposer à la majorité votre volonté destructrice. » Ainsi, en acceptant d'utiliser le vote comme outil, vous acceptez la légitimité de l'État, indirectement certes, en restant critique absolument, le nez bouché même, comme si vous mangiez un mauvais repas, mais ce qui importe réellement c'est que vous votiez. Vous commettez cet acte qui est recensé et montré à la population comme preuve de

la légitimité de l'État, vous augmentez le nombre de personnes qui ont voté et, ainsi, vous participez à maintenir chez les autres sujet de l'État l'illusion que notre système fonctionne. Chaque personne qui vote envoie un message aux asservi.e.s : « Le système est acceptable. Il n'est pas parfait mais il n'est pas assez pourri pour qu'on refuse de s'y résigner. » Voter envoie un message contre-révolutionnaire.

La domination de l'État ne peut pas cesser tant que nous continuons à nous soumettre à ses rituels.

Bien sûr, on ne peut pas connaître l'intention de ceux qui annulent leurs votes ou qui ne se présentent pas. Certainement qu'ils ne sont pas tous anarchistes. Cependant, lorsque le nombre d'abstention augmente, avec lui augmente l'évidence de l'inefficacité de l'État à « réconcilier les intérêts », avec lui diminue directement la légitimité des dirigeants.e.s. Ne pas voter, c'est comme aller en manif : seul ça ne sert à rien, ensemble ça porte un sens. Nous ne comptons pas parmi nous de prophètes qui prétendent pouvoir vous livrer un pourcentage d'abstention qui causera magiquement une révolution, d'ailleurs nous ne prétendons pas que l'abstention est assez forte pour amener la révolution seule. Ce que nous observons, cependant, c'est que la remise en question de l'État ne peut être enclenchée que par des interactions directes avec des propos révolutionnaires ou la constatation d'une contradiction injustifiable dans les propos de l'État. L'augmentation du taux d'abstention constitue une action à laquelle il est facile de contribuer et qui peut évoluer en une preuve des contradictions du réel qu'opère, chaque jour, l'État.

Deuxièmement, il ne faut pas que QS soit fort. Nous n'appelons pas ici à une dictature de la droite, au contraire nous la combattons. Cependant, augmenter la puissance de QS à l'assemblée, bien que ça puisse endiguer les projets de droite, aura surtout comme effet de diviser nos troupes. Les jeunes de gauche aupotentiel révolutionnaire qui pleurent notre monde, qui désirent un changement et qui seraient prêt.e.s à agir ne nous suivront pas si QS semble être une option de gauche forte. Même si pour nous, il est évident que QS aurait du mal à être sérieusement considéré comme un parti de gauche, leur image publique est à gauche. Plus QS prend de l'importance, plus les personnes de gauche vont se rallier à QS comme option viable pour « stopper

» le fascisme et la droite, plus les gens de gauche font ce compromis en votant Q\$S, plus QS se renforce. Bref, la gauche pacifie. Ce cycle ne fait que donner plus de puissance à QS et au système, l'apothéose de ce cycle n'étant que l'ascension au pouvoir d'un parti social traître mou, permettez nous d'être déçu.e.s de vos ambitions. Nous jouons un jeu à somme nulle ou l'on ne gagne qu'en ayant plus de personnes qui donnent de leur temps. Plus un camp a l'air fort, plus les indécis.e.s ont de chances de s'y rallier. Chaque cycle électoral ou QS gagne de l'influence est un cycle où nous en perdons.

Troisièmement, nous pourrions dire ici que QS opère un contre-pouvoir à la droite au sein même de l'assemblée, qu'il peut aider les luttes de l'intérieur. À cette opposition très stratégique et concrète nous répondrons par une analyse tout aussi concrète: Non. Ce n'est pas vrai de dire que QS sera capable d'opérer un contre-pouvoir aux 4 nuances de droite de l'assemblée. Nous espérons ne pas avoir à démontrer la faiblesse des onze sièges de QS et nous ne savons pas encore si l'idée qu'ils passent soudainement à une quarantaine de sièges nous amuse par son absurdité ou nous effraye pour les raisons mentionnées plus haut. Comme on parle de capitalisme tardif (late stage capitalism) nous pensons que l'étatisme tardif serait un bon qualificatif de notre contexte politique. Le fascisme est aux portes de nombre des « démocraties » du monde (comme il l'a d'ailleurs toujours été, il se trouve simplement que maintenant que ça touche les blancs on s'en inquiète). Dans ce contexte, QS aura un peu près autant de pouvoir politique à l'assemblée que quiconque en aurait sans matériel explosif.

Aucune étude électorale sérieuse ne laisse présager que QS aie une présence importante dans l'assemblée. Cela étant dit, même en admettant que QS puisse constituer une voix de centre-gauche à l'assemblée, est-ce vraiment le contre-pouvoir que nous voulons ? Ne voulons pas que le contre-pouvoir se manifeste dans la rue, dans les écoles et dans les syndicats ? On dira encore ici que les deux sont possibles mais, comme dit plus haut, le jeu est à somme nulle. Plus QS est un réel contre-pouvoir, moins nous pourrions l'être, moins nous aurons de militant.e.s et plus nous aurons l'air extrême, sauvages, jamais content.e.s.

L'abstentionnisme actif

Nous ne voulons plus travailler au spectacle de la fin du monde,
mais à la fin du monde du spectacle.

Guy Debord

Il est donc temps de passer à l'action. Nos vies sont effectivement attaquées, la droite monte et, avec elle, son ombre inséparable, le fascisme. Cependant, si vous voulez agir pour les plus vulnérables, ne vous contentez pas de « voter pour ceux qui ne le peuvent pas », agissez pour ceux qui ne le peuvent pas.

L'indifférence des dirigeant.e.s couplée à l'urgence de la situation justifie et demande des tactiques bien plus développées que le vote. Le modèle que nous proposons dans les prochaines pages n'a pas pour but de redéfinir l'implication de chacun.e ou de s'imposer à la réflexion collective. Libre à vous de l'utiliser ou pas pour comprendre votre implication ou le rôle que jouent différentes actions. Le but premier de ce modèle est d'être le plus compréhensif possible pour des camarades qui ne savent pas encore comment s'impliquer et ceux qui se sont perdu.e.s dans leur combat (ou leur burnout) et qui cherchent un nouveau départ.

Nous séparons l'action politique révolutionnaire en quatre catégories, toutes regroupées sous un seul et même objectif : passer un message.

Nous considérons que passer un message n'est jamais le seul but d'une action réellement impactante.

Cependant, la transmission de notre message révolutionnaire est ce qui réunit toute action politique pertinente. Nous distinguons donc ici les actions politiques des actes de survie. Bien que les actes de survie peuvent être motivés par une vision politique spécifique, si ils ne passent pas un message, nous ne considérons pas que ce sont des actions politiques. L'étudiant.e qui vole à son employeur pour avoir de quoi se nourrir n'effectue pas nécessairement une action politique. Si iel partage ses pratiques, encourage à

l'auto-réduction et convaincre ses collègues que sa nécessité est un symptôme de l'exploitation qu'ils subissent, elle effectue une action politique.

Autrement, si elle le fait en secret, ce n'est qu'un acte de survie motivé politiquement. Nous ne faisons pas cette différence pour attaquer ou reprocher quoi que ce soit à ceux qui pratiquent les actes de survie motivés politiquement en se cachant. Nous ne faisons que nous assurer que la différence est claire et que, bien qu'on encourage tout moyen de survie fonctionnel qui sort du système, nous voulons parler ici de comment organiser la lutte, donc de comment agir politiquement pour amener à une révolution. Nous considérons donc premièrement les actions comme porteuses de message car la priorité révolutionnaire est, à nos yeux, la propagande.

Le message que les actions politiques révolutionnaires doivent passer est à la fois spécifique et universel, clair et adaptable à toutes les situations. S'il devait être réduit à sa plus simple expression, il se lirait comme suit : « Nous toutes devons reprendre le contrôle de notre vie pour amener un monde nouveau. » Cette idée est au centre de tout mouvement anti capitaliste, anti État, anti raciste, anti cishétéropatriarcat et de manière plus générale, anti domination. Nous utilisons ici « reprendre le contrôle » au lieu d'un synonyme de liberté car nous voulons mettre l'accent sur l'opposition inhérente de la lutte. Nous ne nous battons pas contre quelque chose de naturel ou de tombé des cieux, nous attaquons des idées spécifiques, à l'origine de systèmes spécifiques, mettant en position de pouvoir des personnes spécifiques. Nous ne luttons pas de manière abstraite, nos ennemis sont clairement identifiables.

Nous n'essayons pas de gagner quelque chose, nous reprenons ce qui nous a été volé, arraché, extorqué. Là est donc la grande raison de notre dédain face au vote. Le vote n'envoie aucun message révolutionnaire, encore pire : il contredit notre message principal.

Ainsi, nous séparons les actions politiques en quatre catégories selon leur objectif principal : les actions offensives, les actions défensives, la création de communauté et la création de ressources. Cette séparation n'est pas exclusive, certains types d'action vont communément ensemble, certaines actions peuvent entrer dans plusieurs catégories, etc... Une parenthèse s'impose sur l'action directe. Comme il est bon, dans un milieu en si constante évolution, de

bien définir ses termes pour contribuer à la réflexion, voici notre définition actuelle de l'action directe: «une action directe est une action politique qui tente d'obtenir quelque chose par l'action même ou de changer le monde activement.

L'action directe, bien qu'elle puisse se revendiquer d'une philosophie et donc d'un idéal politique, n'a pas pour but de faire accepter cette revendication mais de la rendre réelle par l'action. » Ainsi, par exemple, une manifestation peut être une action directe comme elle peut ne pas l'être. Si un groupe queer décide de manifester lors d'un festival chrétien pour fermer le festival et affirmer leur puissance face à un groupe qui les a historiquement opprimé.e.s, la manifestation est une action directe. Cependant, si un groupe syndical organise une manifestation pour protester contre une loi, aussi violente soit-elle, cette manifestation n'est pas une action directe. La manifestation queer attaque sa cible par sa présence, la manifestation syndicale n'est que symbole de la colère de ses participantes.

L'action directe à cet avantage que, dans un monde de faux, d'images et de spectacles, elle touche au réel, au concret, au monde des vivant.e.s plutôt qu'au monde des fantômes, des concepts.

L'action défensive est bien souvent un acte de solidarité, spontané ou non, envers une communauté ou un.e individu opprimé.e. Elle se caractérise par son aspect réactif. On ne peut pas planifier une action défensive sans connaître l'offensive ennemie à l'avance. Son caractère spontané vient donc souvent de l'imprévisibilité de certaines offensives. Quand un.e camarade annonce, en urgence, que le ou la proprio de son appartement commence à évincer ses locateur.ice.s et qu'une brigade anti-évacuation s'organise, on peut parler d'action défensive. Quand un squat ou une occupation demande des renforts face à la police, chaque personne qui vient en soutien effectue une action défensive.

Quand une entreprise d'exploitation naturelle tente de drainer la terre de ses ressources sur des territoires ancestraux comme sur le kilomètre 134, les blocages constituent une action défensive.

L'action offensive tente d'engager le conflit. Elle ne réagit pas, elle provoque, elle attaque directement. Elle est bien souvent préparée des semaines, voir des mois à l'avance pour garantir anonymat et efficacité à ceux qui la commettent. Elle est souvent faite en petit comité, plus elle est risquée, plus l'information de son existence est limitée à ceux qui ont absolument besoin de savoir qu'elle existe pour son fonctionnement (ce principe est aussi appelé le need to know basis). Les actions offensives efficaces sont bien souvent relativement violentes. Le but est d'arrêter ou saboter un processus. Les destructions matérielles ciblées comme dans les locaux d'une entreprise sont des actions offensives. Le sabotage d'usine est une action offensive, les blocages de certains événements sont des actions offensives.

La création de communauté n'agit pas toujours directement contre quoi que ce soit. La création de communauté est souvent liée à des actes de survie ou à la facilitation de celles-ci chez une population particulière. La création de communauté comporte souvent une certaine dimension de préfiguration, de création des milieux favorables à la lutte ou d'outils nécessaires à une société post-révolutionnaire. C'est la colonne vertébrale du mouvement dans le sens où c'est ce qui renforce tout autre type d'action. Les créations de lieux collectifs accessibles comme l'Achoppe sont de la création de communauté. Les événements de potluck ou bouffe gratuite militante comme les diners mensuels de l'ORA sont une forme de création de communauté. Les espaces de travail communs comme les terres des greniers agricoles sont des formes de création de communauté. La création de ressources est une type d'action qui vise à renforcer l'arsenal de la lutte ou d'un groupe donné. La création de ressources est généralement liée à une forme de création d'intelligence et de connaissances collectives. L'idée est de faire en sorte que chacun.e d'entre nous n'aie pas à réinventer la roue ou redécouvrir le feu à chaque action. La création de zine, de collants, d'affiches, de tract ou de journaux sont des formes de création de ressources, qu'elle soit destinée à la propagande ou à la réflexion et au débat. Les formations, les groupes et les syndicats, tout en participant à créer des communautés, aident à la création de ressources en affinant nos compétences collectives.

Il pourrait se dire qu'il existe une cinquième action : la propagande directe. Les actions qui peuvent ressembler à de la propagande pure ont souvent soit

comme but de faire participer quelqu'un.e à une action, à un événement de communauté ou à s'organiser en profitant d'une ressource. Toutes les discussions que vous arrivez à ramener sur des sujets révolutionnaires deviennent des actes de propagandes quotidiens accessibles. Nous vous invitons à utiliser le modèle qu'il vous faut pour penser votre implication mais nous vous encourageons à ne pas voir comme seul et unique but de votre action la propagande. Bien que ce soit ce qui relie les actions, la propagande pour la propagande n'accomplit rien en soit. Si on attends d'avoir recruté assez de volontaires avant de faire quoi que ce soit d'autre, nous stagnerons comme les nombreux partis communistes, révolutionnaires ou non, qui pullulent à travers le monde. Ces gens-là n'ont pas compris que c'est l'action qui crée la propagande et pas l'inverse.

La scission révolutionnaire

Habiter la terre, apprendre à se nourrir, à faire communauté et poursuivre la résistance jusqu'à ce que nous soyons libres.

Les Greniers Agricoles

La scission avec le système électoral n'est pas un abandon du pouvoir à la droite, c'est un refus de légitimer les violences trans-partisanes de l'État. Tous les partis sont déshumanisants. N'allez pas croire que, parce que certain.e.s sont transphobes et d'autres non, la domination des partis moins de droite est acceptable. Tous les partis continueront l'incarcération des minorités, tous les partis participeront à l'augmentation du pouvoir policier, tous les partis perpétuerons la domination patriarcale qui nous emprisonne dans les pires des violences banalisées. Aucun parti ne nous sauvera, c'est à nous-même de nous sauver des partis.

Combattez la droite là où ça compte ; dans les rues, dans vos familles, dans vos écoles, dans votre travail, dans les livres, les films, les réseaux. Combattez la droite partout où elle se présente mais combattez-la réellement. Si vous vous opposez à la droite en votant à gauche, vous délégitimez les actions anti-fascistes puisque vous participez à la fable de la légitimité populaire. En rejoignant la masse, vous quittez la lutte.

La gauche électorale est un poison pour la lutte car elle pacifie les masses, nous la rejetons autant que la droite et autant que le fascisme. Tout parti qui entre en lice lors des élections est, pour nous, au même niveau. Les groupes de résistance doivent prendre un pas de recul et arrêter de se demander si la peste ne serait pas légèrement moins douloureuse que le choléra. Allons chercher le remède et battons-nous contre tous ceux qui tenteront de nous en empêcher.

Pour notre part, nous commencerons par participer à la création de ressources comme celles ci. Nous ne prétendons pas être les berger.ère.s du mouvement, en réalité nous serons ravi.e.s de voir des critiques intelligentes de nos idées. Nous pensons simplement que la meilleure chose que nous sommes capable de faire en ce moment est d'écrire et de diffuser nos idées. Les désaccords sont inévitables mais plus on arrive à diffuser des idées spécifiques au sein dumouvement, plus la lutte sera facile à organiser. Notre but est de faire converger autant les camarades qui ont les mains dans tous les pots et qui aimeraient influencer différents groupes vers une direction commune que ceux qui donnent leur temps à un regroupement en particulier et qui ont des objectifs ou des cibles très particulières. Tant que nos actions sont réfléchies avec des perspectives similaires, nous pouvons créer une lutte décentralisée mais coordonnée, disparate mais cohérente, une lutte qui a du sens et qui est partout, une lutte altruiste remplie d'égoïstes.

Libre Association

Pourquoi et comment brûler la psychiatrie ? Discussion pour des perspectives antipsy anticarcérales

Publié le 2026-09-22 07:42:07

Le mercredi 23 septembre 2026, l'Assemblée Anticarcérale Paris & Environs organise une discussion antipsychiatrie anticarcérale à la bibliothèque queer anarchiste la BARK, qui se trouve à la Parole Errante à Montreuil.



Mercredi 23 Septembre à 18h : Discussion antipsy anticarcérale à la BARK !

Depuis son lancement, l'Assemblée Anticarcérale Paris & Environs s'efforce de s'organiser contre l'enfermement psychiatrique. La psychiatrie nous apparaît naturellement comme un maillon important de la domination : que ce soit par les moyens par lesquels elle enferme des personnes, par son utilisation répressive et pacificatrice dans les autres lieux d'enfermement, ou par ses dispositifs carcéraux de contrôle dans la société. Dans une optique de s'informer sur les luttes contre la psychiatrie et d'y intervenir, on veut prendre en compte le fait que nous n'avons pas toutes les mêmes expériences et connaissances sur le sujet.



L'idée de cette discussion est donc de poser des bases, ensemble, sur ce qu'est l'antipsy pour nous, que ce soit pour découvrir ses courants ou pour

développer ce qui nous parle dedans. Quels sont les dispositifs d'enfermement de la psychiatrie ? Pourquoi viser à sa destruction ? Quels liens faisons-nous depuis nos perspectives anticarcérales ? Comment la domination psychiatrique est-elle étendue ces dernières années ? Comment s'organiser pour la brûler ?

Une base d'infokiosque sera aussi proposée pour approfondir certaines questions spécifiques, mais il ne faut pas hésiter à apporter toute brochure que l'on voudrait discuter, conseiller, diffuser, etc.

La discussion commencera dès 18h à la bibliothèque queer anarchiste la BARK (5 rue François Debergue à la Parole Errante à Montreuil, en passant par le jardin à gauche de la librairie Michèle Firk). La permanence de la bibliothèque commence elle dès 16h, et l'infokiosque y sera installé en avance !

5e Assemblée Anticarcérale Paname & Environs : 27 septembre au DOC !



Publié le 2026-09-23 07:32:05

La cinquième Assemblée Anticarcérale Paname & Environs aura lieu le dimanche 27 Septembre au DOC (26 Rue du Docteur Potain à Paris). Le lieu sera ouvert dès 14h pour s'installer, écrire ensemble des lettres à des prisonnier-es ou parcourir l'infokiosque, et l'assemblée même commencera à 14h30. On conseille d'essayer autant que possible de venir sans téléphone (ou au pire, de l'éteindre en avance) pour réduire la surveillance que l'on s'impose à travers l'omniprésence des mouchards technologiques dans nos milieux. Il y aura aussi un coin et des activités pour les enfants, pour permettre aux personnes qui ont des enfants de pouvoir participer à l'assemblée.

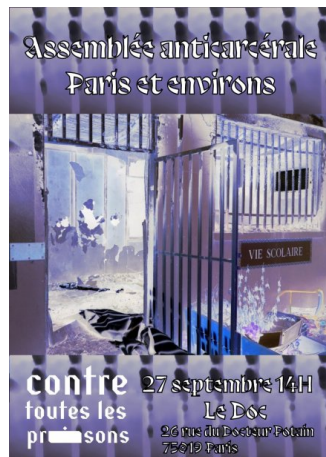
L'assemblée anti carcérale paris & environs a pour vocation d'être un espace d'organisation ouvert se réunissant mensuellement afin d'agir collectivement en solidarité avec les mouvements des prisonnier.es et tisser des liens avec les prisonnier.es et leurs proches sans passer par des cadres partisans ou syndicaux.

Lors des dernières grosses révoltes qui ont eu lieu, la réalité sociale de la répression nous a laissé-es face à un constat amer : nous sommes bien loin d'avoir les outils nécessaires pour réagir correctement face à l'appareil d'État, ainsi qu'amplifier la voix des prisonnier-ères et de ceux qui font les frais du système carcéral.

Pourtant, les mouvements ne manquent pas d'inventivité pour s'opposer de front aux prisons, que ce soit par des actions telles que l'attaque de la prison de Fresnes lors des révoltes de 2023, les attaques répétées de comicos dans cette même révolte comme lors des gilets jaunes, ou encore les attaques et intimidations de matons à domicile comme lors de DDPF.

Nous voulons nous en inspirer pour pousser nos luttes anti-carcérales plus loin, à la fois pour dépasser nos milieux anarchistes et adopter une position qui ne soit pas simplement défensive, en simple réaction à la répression.

La prison est — et sera toujours — l'un des symboles les plus éloquentes de la puissance de l'État, de sa capacité à réprimer, enfermer et isoler l'ensemble des individu-es qui menacent son existence. La prison est au centre même de l'appareil colonial qui constitue l'État français : elle sert à mater et punir les révoltes des colonies comme récemment en Kanaky, Guadeloupe ou Martinique, à intensifier le tri aux frontières comme à Mayotte, et à tracer des frontières intérieures en incarcérant massivement les populations racisées, colonisées et les plus pauvres.



Attaquer les lieux d'incarcération - par les mots, la solidarité, le feu ou la bombe - c'est alors s'attaquer à ses outils privilégiés.

Rompre l'isolement des/avec les détenu-es est alors devenu rapidement pour les mouvements anticarcéraux un moyen d'affaiblir l'appareil carcéral et l'État colonial. En exposant la voix des personnes enfermées-es, on se donne le moyen de penser « la prison » (son fonctionnement, ses outils, etc.), mais aussi de la rendre moins « extérieure à nos vies ». Des surgissements tels que DDPF ou les révoltes pour Nahel parviennent à la remettre au centre de l'attention en s'y attaquant ouvertement, créant des fissures dans lesquelles nous désirons nous engouffrer pour mettre fin à la trop commune réalité de l'incarcération et des assassinats policiers.

Une des prouesse des États dits « démocratiques », est d'avoir réussi à faire de la notion d'enfermement un impensé pour toute une partie de la population. Une situation si lointaine que l'on ne prend même pas la peine de l'envisager, alors que c'est pourtant le quotidien de beaucoup de personnes...

Cette nécessité de destruction est d'autant plus présente dans une région parisienne qui concentre à elle seule une densité colossale d'institutions d'enfermements : que ce soit les taules, tribunaux, comicos, ou prisons pour sans-papiers, mineur-es, enfants, fols, tox, handi-es, animaux non-humains...

Pour nous, s'organiser signifie construire des nouvelles formes de lutte, de solidarité et de décision, par notre capacité collective à rompre avec l'ordre existant, à expérimenter, à créer, à inventer...

Depuis le début du 20^e siècle, les Anarchist Black Cross (ABC) et leurs réseaux ont cet avantage de se présenter sous une forme autonome et souple, fondée sur un internationalisme radicalement anti-carcéral, d'où notre envie de nous réapproprier cette forme et de s'inscrire dans un réseau pour abattre les prisons proches de chez nous comme à l'autre bout du monde, pour l'insurrection ailleurs comme ici. Loin de voir cette modalité comme une structure rigide et fermée, nous souhaitons, à partir du modèle des ABC, créer un espace de discussion et d'échange, une assemblée libre où chacun-e pourrait partager et expérimenter, tout en s'inspirant des actions déjà existantes : lettres, cantines, parloirs, traductions, évènements...

Nik la taule et mort aux matons !

[Télécharger le fichier PDF](#)

Du soulèvement de la Genz212 aux luttes des harragas à Sebta : solidarités avec les révoltes sociales au Maroc et luttes contre le régime colonial des frontières

Publié le 2026-09-23 07:37:25

Événement de soutien aux personnes bloquées à Sebta. Dimanche 27 septembre à partir de 14h30 au DOC

Le 27 septembre, plusieurs collectifs et individus se regroupent pour organiser un événement de soutien aux personnes bloquées à Sebta

Deux discussions permettront d'éclairer les révoltes sociales au Maroc, du soulèvement de la Genz212 en septembre 2025 au franchissement massif de la frontière de Sebta en juillet dernier.

Une première table ronde reviendra sur le mouvement Genz212, un an après le soulèvement, et de la situation politique qui l'entoure. La discussion reviendra sur la genèse du mouvement, ses formes d'actions, les réseaux sociaux comme espace politique, mais aussi la répression - arrestations, poursuites judiciaires, verdicts lourds - et les luttes pour la libération des détenu.es.

Une seconde discussion permettra d'aborder la situation à Sebta, alors que près de 70 000 personnes ont franchi la frontière fin juillet, et qu'environ 10 000 sont encore bloqués dans l'enclave coloniale, subissant un déferlement de haine fasciste et de violences policières et coloniales. Une réponse solidaire et antifasciste à la hauteur de la haine qui s'est répandue en Espagne nous semble importante ! Nous partagerons des témoignages de haragas et des

camarades investis sur place depuis fin juillet nous parleront de la situation actuelle et des enjeux politiques autour de cette frontière.

Ce sera aussi l'occasion de partager un repas et d'échanger sur les solidarités possibles depuis la France !

14h30 - ouverture des portes

15h - début de la première discussion

17h - début de la seconde discussion

19h - cantine et bar de soutien

20h30 - fermeture des portes

Sur place : infokiosque et sérigraphie

🔥 Fuck borders ! Free koulchi ! 🔥

📍 DOC, 26 rue du docteur potain 75019 paris — métro télégraphe

🚫 salle galop : deux étages sans ascenseur conditionnent l'accès à l'événement — pour toute question sur le sujet contactez-nous : contact@doc.work

🎟️ entrée prix libre

📄 adhésion au DOC obligatoire pour assister à l'événement — <https://www.helloasso.com/associations/doc/adhesions/adhesion-a-l-association-doc-2026-2>



1970-01-01 00:00:00

Publié le 2026-09-25 05:49:46

Edit modération : refusé

On essaye d'expliquer depuis longtemps à l'auteur qu'indignantes c'est pas contre-attaque et les gros titres et raccourcis sensationnalistes (aucun masque n'est tombé), ou le commentaire d'actualité des zélus.e.s.

Les brèves sont pas non plus là pour faire echo à toutes les carna des politiques, le tout en pleine campagne électorale, par quelqu'un qui défend le vote pour un certain parti.

Face aux huées du cortège lors de la dernière manif anti-CRA,, l'adjointe écologiste Marie Vitoux montait pourtant au créneau pour défendre l'institution, jurant que la municipalité s'opposait fermement au centre de rétention administrative.

Aujourd'hui, le masque tombe : la maire PS refuse d'attaquer le projet en justice.

On nous balade de A à Z. Les élu-es jouent la comédie de l'indignation dans la presse tout en laissant le terrain libre à l'État pour bâtir sa taule pour sans-papiers.

À cette allure, comme toujours à Nantes, ce simulacre politique prépare le terrain à la matraque : le préfet finira par imposer le chantier par la violence policière et les lacrymos.

Face aux mensonges de la mairie et aux futures charges de la préfecture, aucune confiance dans les institutions.

Le CRA ne se négocie pas, il se bloque.

[Brochure] Sous des horizons proches : mise à jour de l'adresse mail

Publié le 2026-09-25 05:54:45

« L'élaboration du concept de *terrorisme* s'est progressivement développée, surtout au cours des cinquante dernières années, sous des formes toujours plus évanescentes, toujours plus fumeuses,



toujours plus éloignées de la signification objective de ce mot. »

— Réflexions scélérates, 2024.

Depuis l'arrêt des services Autistici/Inventati, si vous voulez recevoir et lire le zine [Sous des horizons proches](#) c'est désormais possible d'écrire à : ehoh(A)riseup*net. Gratuit en PDF ou par courrier sans frais d'envoi.

Le terroriste, c'est l'État !

(Affiche) Brisons la chaîne !

Publié le 2026-09-25 05:59:52

La guerre entre dominé.e.s
ça fait la paix des puissants.

Et si on renvoyait plutôt nos rages contre ceux
qui nous écrasent ?!

Le texte de l'affiche :

Brisons la chaîne !

Le patron exploite son employé (à qui ça fout le seum, normal)

Mais cet employé choisit de se décharger sur sa femme,

qui, à son tour, maltraite son enfant,

qui, à son tour, humilie sa camarade queer, bizarre,

qui, à son tour, insulte son voisin arabe, noir, juif,
qui, à son tour, frappe son chat.



Et si on renvoyait plutôt nos rages contre ceux
qui nous écrasent ?!

La guerre entre dominé.e.s
ça fait la paix des puissants.

Des Fachos,
Des Réacs,
Des Politicien.ne.s,
et Chefs en tout genre...

**Complices et Solidaires,
Sortons des rangs !!
Sabotons l'ordre toxique !**

Contre toute autorité.

Le pdf de l'affiche à imprimer :

Deuxième assemblée pour s'organiser suite à cet été de canicules et d'incendies

Publié le 2026-09-26 07:59:44

Ce deuxième rendez-vous sera dédié à se partager nos lectures sur les thématiques proposées par le [texte d'appel](#) de la première assemblée, et continuer de discuter de nos envies pour agir contre les responsables et structures qui détruisent le vivant.

Ce deuxième rendez-vous sera dédié à se partager nos lectures sur les thématiques proposées par le [texte d'appel](#) de la première assemblée, et continuer de discuter de nos envies pour agir contre les responsables et structures qui détruisent le vivant.

Lundi 5 octobre 2026 à 18h30
CICP – 21ter, rue Voltaire 75011
salle bleue

Texte d'appel de la première assemblée :

Nous avons suffoqué tout l'été et nous savons que ça va recommencer. Pour ceux qui auraient estivé dans les catacombes ou fait l'autruche la tête dans le sable, faisons le décompte : 4 vagues de chaleur, 5 canicules, 10 % de la forêt de Fontainebleau qui flambe et, en tout, 119 000 ha de forêt partis en fumée en France depuis le début de l'année. Et puis les records absolus qui tombent : juillet 2026 deuxième mois le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale, le Rhin et le Danube à leur niveau le plus bas jamais mesuré, 43% des petits cours d'eau français en rupture d'écoulement voire d'assecs (du jamais vu également).

Au-delà de ces tristes records, il y a aussi ceux qui ont perdu leur maison au Porge lorsque les pompiers protégeaient celles des millionnaires sur la presqu'île du cap Ferret, ceux qui ont perdu la vie dans les canicules extrêmes en Allemagne, en France, en Espagne, en Tunisie, et enfin les milliers d'animaux non-humains morts brûlés dans les énormes incendies en Andalousie, au Canada, en Algérie, dans le Bordelais. On ressent et on parle déjà d'autres types d'impacts. Sur nos facultés mentales, notre paresse, les maladies, pour penser et faire quoi que ce soit. Sur nos moments de sociabilité et de rencontres dans des espaces, extérieurs comme intérieurs, de plus en plus irrespirables. Pour sortir du désespoir et de la peur, alors que la rage bouillonne comme nos corps dans nos passoires thermiques.

L'État et ceux qui le font fonctionner cherchent des coupables. Outre les personnes ayant mis le feu volontairement pour différentes raisons (conflits d'usage, de voisinage, pyromanie), des personnes se sont retrouvées poursuivies pour incendie involontaire. En Île-de-France, la justice met en examen et place sous contrôle judiciaire deux ouvriers à l'origine du départ de feu dans la forêt de Fontainebleau. Leur tort ? S'être fait exploiter sous 40 degrés sur les travaux de l'autoroute A6 et avoir provoqué des étincelles avec une disqueuse pour couper des glissières de sécurité. Cette chasse au responsable tout trouvé a comme un goût de foutage de gueule... Ce qui crée

les conditions pour que le feu se propage, c'est le système capitaliste dans lequel nous vivons, ses industries polluantes dont nous dépendons et grâce auxquelles des patrons s'enrichissent au détriment des quelques espaces sauvages restantes, des animaux, des arbres, de notre santé ; en somme, du vivant et de notre autonomie à tous.tes.

Il est vain d'attendre d'un gouvernement, quel qu'il soit, qu'il change radicalement la donne sur le processus en cours, vain de s'épuiser à exercer une pression sur lui ou de s'engager soi-même en espérant changer la politique de l'intérieur. D'ailleurs, ces vagues ont touché tellement de gens que des questions urgentes apparaissent encore plus clairement : Quels coups peut-on porter à ce désastre qu'ils appellent « progrès » ? Comment mettre la machine hors d'usage et vivre sans elle ? Certain.es n'ont pas attendu l'intervention de l'État pour agir en solidarité avec ceux touché.es par les dernières « catastrophes ». À ce titre, on peut s'inspirer notamment des actions des habitant.es de Valence et alentours lors des inondations en 2024, des compagnon.nes grec.ques qui s'organisent de manière autonome depuis des années pour lutter contre les incendies, des personnes qui se sont bougées cet été pour aller apporter de l'aide aux animaux des forêts en flammes.

L'été n'est pas fini et pourtant on sent poindre le retour à la normale inhérent à la rentrée du métro boulot dodo. Plutôt que d'oublier cette rage qui nous a saisi.es, pour combattre la canicule des années à venir, nous proposons de nous retrouver le 5 octobre à 18h30 au CICP (21ter rue Voltaire, Paris 11^e). On pourra discuter de nos envies d'actions pour lutter contre les responsables du ravage de la planète et les profiteurs de canicules, partager des expériences d'auto-organisation et de solidarité face aux désastres climatiques, se demander comment se décaler de notre propre anthropocentrisme pour mieux prendre en compte les autres êtres vivants et, enfin, comment rester offensif.ves en ville dans un contexte de canicule où on cuit.

Lectures estivales « On a lu on a aimé » :

[Par 40° à l'ombre](#)

4 juillet 2026

[Sur la ligne de feu](#) : interview avec des anarchistes en Grèce sur les feux de forêt et la résistance contre la société techno-industrielle

Takakia #3, automne-hiver 2024

[C'est pas les forêts qui devraient cramer !](#)

25 juillet 2026

[Après le calme, avant la tempête](#)

Traduit de *InfraNero*, 18 juin 2026

[Message au mouvement pour le climat](#)

15 août 2025

Chaline – septembre 2026

Publié le 2026-09-26 14:14:48

[Chaline 17](#)

Extrait du numéro 17 :

« Car si nous voulons que ce monde de maîtres et de serviteurs s'effondre, il nous faudra aussi bien mettre fin aux rôles de patrons et d'employé.es qu'à celui de religieux et de croyant-es. »

NON à l'antenne 5G du quartier Saint-Julien... et non aux antennes relais partout !

Publié le 2026-09-26 14:19:46

Ce tract a été distribué à 400 exemplaires dans les boîtes aux lettres du quartier Saint-Julien, à Caen.



[La pétition lancée en mai 2026](#) contre l'implantation d'une antenne 5G de l'opérateur FREE dans le quartier compte maintenant une centaine de signataires. L'Association des habitants du quartier Saint-Julien a choisi ce moyen pour dénoncer l'installation prochaine d'un pylône de 15 mètres, bardé de dispositifs 5G, au 5 rue du magasin à poudre à Caen. L'association met en avant les nuisances visuelles du projet et le manque de concertation.

Il faut aussi dénoncer d'autres aspects du projet trop peu évoqués.

Premièrement, on n'insiste pas suffisamment sur les risques sanitaires mal connus de cette technologie. Comme beaucoup de « progrès » technologiques, la 5G a été imposée, et les études qui montraient de potentiels risques sanitaires ont été soigneusement écartées. Les opposant-e-s qui mettaient en avant ce risque sanitaire inconnu ont été rapidement disqualifiés dans les médias, taxés de complotistes. Les mêmes complotistes qui avaient plus tôt alerté sur les dangers du tabac, de l'amiante, du plastique, des OGM, des champs électromagnétiques... Exemple s'il faut étayer : en 2019, l'ANSES (l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation) produit un rapport sur la 5G [1], qui invite à approfondir les recherches sur « un manque de données concernant les effets sanitaires dans la bande autour de 3,5 GHz » et « des effets sanitaires potentiels sur des fréquences entre 20 et 60 GHz ». Le rapport conclut « Compte tenu des spécificités des signaux de la 5G, peut-on anticiper l'exposition des populations et son impact sanitaire ? ».

En tant qu'habitant.e.s, acceptons-nous ce rôle de cobayes ? La question n'est d'ailleurs pas réductible à l'implantation de cette unique antenne dans le quartier. On pourra apprécier le maillage de plus en plus resserré des antennes autour de soi en consultant par exemple le site cartoradio.fr, proposé par l'Agence Nationale des Fréquences.

Ensuite, et c'est peut-être là ce qui devrait nous révolter davantage : **la 5G est l'expression d'un modèle de société** dont nous mesurons encore les conséquences cet été en regardant brûler les forêts, où lorsque nous subissons quotidiennement l'appauvrissement des relations humaines produit par les écrans. **La 5G est un dispositif nécessaire à l'expansion du tout-**

technologique qui détruit la planète et nos existences au quotidien. L'idée est d'accélérer la transmission de données numériques, pour faire fonctionner tout un tas d'objets connectés aliénants. L'IA a besoin de la 5G pour envahir nos vies, les applis qui nous abrutissent ont besoin de la 5G pour tourner plus vite, les réseaux dits sociaux ont besoin de la 5G pour proposer des contenus toujours plus énergivores. Comme le dit Boris, un anarchiste accusé d'avoir mis le feu à deux antennes relais dans l'est de la France en plein confinement : *« L'heure est à l'accélération des flux et des données, à la connectivité des objets du quotidien pour contrôler, écouter, tracer, et espionner toujours plus, rendre l'être humain sans cesse plus esclave de la machine. C'est tout cela que la domination appelle « progrès », « civilisation ». En réalité, ce projet de société a tout de dystopique. [...] Ôter toute autonomie aux individus, les rendre esclaves des machines tout en les espionnant à des fins commerciales ou autres (auto-isolement, exploitation à domicile avec le télétravail, abandon de contact tactile entre nous, omniprésence des écrans petits et grands dans nos vies), c'est l'avenir proche qui se dessine »* [2].

Le déploiement de cette technologie est d'un intérêt stratégique pour ceux qui veulent gouverner la vie des autres. Ce n'est pas un hasard si la municipalité impose l'implantation d'antennes sans concertation avec les habitant-e-s, et si elle venait à ouvrir un débat public, ça ne serait que pour endormir la contestation naissante. Le dialogue avec les autorités ne mènera à rien si ce n'est à la lente agonie du refus qui nous anime. Renonçons aux illusions citoyennistes et **opposons un « NON » franc et total à ce projet. Pas d'antenne-relais dans le quartier saint-julien, et pas d'antennes ailleurs !**

Des habitant-e-s

Le tract au format pour imprimer :



Notes :

[1] *Exposition de la population aux champs électromagnétiques liée au déploiement de la technologie de communication « 5G » et effets sanitaires associés*, octobre 2019, Comité d'experts spécialisé : « Agents physiques, nouvelles technologies et grands aménagements »

[2] *Pourquoi j'ai cramé les deux antennes du Mont Poupet*, juin 2021, à lire sur valleesenlutte.org

PESTILENCE ET VÉLODROME - zbeul au sommet de l'IA

Publié le 2026-09-26 23:49:45

Communiqué pour revendiquer l'odeur infâme qui a envahi le sommet de l'IA ce jeudi 24 septembre 2026
dont l'origine ne se trouve pas dans l'action du Saint-Esprit, mais dans la nôtre.

Coucou c'est nous
les anti-tout
l'association des ptits filous
de retour pour jouer des mauvais coups !

« Mais .. qu'est-ce que c'est ? Qu'est-ce que c'est que cette odeur ? Ça pue ! C'est quoi ? Ça pue ! Mais c'est quoi ? Baaaaaaaah ! Ça pue ! Oh non ! Non ! C'est infâme ! C'est immonde ! Intenable ! Je m'étouffe ! Au secours ! Monsieur, Monsieur, y'en a un qui se sent pas bien en bas - Monsieur ! Aérez ! Faites quelque chose ! »

-croquis sonores pris sur le vif dans les différents espaces du Sommet de l'IA-

Nous avons répandu les fragrances adéquates (Chanel-vomi n°13, Château-Charogne et j'en passe), en divers points du fameux SOMMET DE L'IA au stade Vélodrome-CEPAC.

Conséquemment à notre geste, toute la petite faune du Sommet de l'IA a enfin retrouvé enfin la raison, et s'est exclamé tout haut ce que tout le monde pense tout bas :

L'IA, ça pue la merde.

Plus précisément : le Sommet de l'IA, ça pue la merde

Encore plus précisément : Les entrepreneurs, les communicants, les CEO, les innovateurs, ses disciples et tous les promoteurs de l'IA PUENT LA MERDE.

TOUSTES EN CHOEUR, LES BRAS EN L'AIR : ÇA PUE LA MERDE ! ÇA PUE LA MERDE !

Bon, voilà, nous, on est simplement là pour les opérations de dévoilement des évidences.

Désolé de vouloir être un peu précis.es, quoi.

D'ailleurs, si on nous avait donné le micro, on aurait aimé demander des précisions.

Par exemple :

- Monsieur Jean-Marie Messier(de votre nom complet J6M Moi-Même Maître du Monde, si on en croit votre page Wikipédia), Monsieur Jean-Marie Messier donc, quand vous dites sans roter du sang que « l'IA est d'une brutalité formidable » , vous rattachez-vous à une conception commune de la brutalité, ou bien à une définition de la brutalité qui vous est propre ?

Si oui, laquelle ?

- Monsieur Rodolphe Saadé, (coucouuuuuuu), Monsieur Rodolphe Saadé donc, quand vous implorez le public en disant : « De grâce, ne régulez pas l'IA ! » avez-vous bien pensé à présenter à la caméra votre meilleur profil communicationnel ?

Si oui, lequel ?

- Monsieur Nicolas Bouzou, (calmez-vous Nicolas, respirez, ça va bien se passer), Monsieur Nicolas Bouzou donc, quand vous suez + bondissez + grimacez sur votre fauteuil, en nous expliquant que « Toutes les révolutions font peur ! C'est normal ! La crainte que suscite l'IA est la même qu'à l'invention de la bicyclette » êtes-vous actuellement plutôt en

montée ou plutôt en descente de drogue ?

Et si oui, laquelle ?

Bien, nous pourrions continuer à enfile les anecdotes comme des perles de merde sur le fil tranchant de leur inconséquence, mais nous accordons déjà trop de temps à des personnes qui travaillent à l'asservir.

Par ailleurs, niveau odeur de merde, le sommet de l'IA accueille Bardella, Knafo et comparses le vendredi 25. Narines sensibles s'abstenir.

En définitive ;

Nous sommes là pour faire en sorte que les jours ralentissent, que les mots nous appartiennent, et que les intelligences soient collectives, et pas artificielles.

NB :

Il existe pléthore d'articles de fond sur les entreprises de l'IA, (sur l'extractivisme, sur la consommation d'eau, sur la consommation d'électricité, sur le technofascisme et sur la propagande apocalyptique des doomers de la silicon valley ...) nous ne jugeons pas pertinent de mal les reproduire ici ; à priori vous connaissez internet.

Olfactivement votre



appel à contribution pour un recueil de fiction anarchiste et anti-autoritaire

Publié le 2026-09-27 14:44:45

Qu'est-ce qu'on veut faire ?

on voudrait fabriquer un recueil de textes centré autour de thématiques anarchistes et anti-autoritaires tu peux nous envoyer une nouvelle ultra courte ou très longue, des chansons et même des dessins (mais que en noir et blanc) on aimerait bien avoir une diversité de genre comme de la fantasy, du fantastique, des fan-fiction, de la science-fiction, des récits réalistes ou historiques, des récits qui se passent à notre époque, peu importe. on veut lire des choses tristes, drôles, bizarres ou absurdes, dramatiques ou cathartiques, qui traitent d'impuissance ou de la répression qu'on s'impose, bref des trucs qui font vivre nos idées et/ou résonnent avec notre quotidien politique. on veut créer un objet physique avec tous ces textes. on ne sait pas encore quelle forme ça prendra (revue, livre, zine...) parce qu'on fera en fonction du nombre de contributions qu'on reçoit. on le distribuera uniquement à prix libre (impliquant videmment la gratuité) parce qu'on est contre la marchandisation.

Pourquoi ?

on a envie de proposer ce projet, tout d'abord parce qu'on aime se raconter des histoires entre compas mais aussi parce qu'on aime bien discuter des livres qu'on a lu et d'imaginé comment ça se passerait si les personnages étaient anarchistes. parce qu'on est plein de personnes à avoir des histoires dans nos têtes, ou à griffonner sur des petits carnets et ça donne envie de se partager tout ça. parce qu'on veut ni de la starification des auteurice et des artistes en général ni de leur soit disant exceptionnalité. parce qu'on en a marre de devoir chourrer des livres dans des librairies, livres qui en plus doivent se conformer aux logiques capitalistes et aux normes toutes pourries du monde de l'édition. ça nous fait grave de la curiosité de lire des récit qui ne se plient pas à ces contraintes. parce qu'on veut plus que des imaginaires de conquête, de roi bienveillant ou de technologies sauveuses

parce qu'on veut démarchandiser le fait de partager des histoires par écrit car même si Internet propose des endroits où il est possible de le faire gratuitement, on refuse de dépendre de réseaux sur lesquels on n'a aucun contrôle, qui participent très fortement à l'exploitation de la terre et des humains, ainsi qu'à notre propre surveillance. Alors on lance cet appel parce que potentiellement ça peut créer des rencontres et ça c'est cool.

Thèmes :

- Toustes ceux qui errent ne sont pas perdus.
- La rage est une force qui crée des brèches dans le silence
- Exister au cœur de l'empire

On propose trois phrases qui peuvent t'inspirer. tu en fais ce que tu veux, et si tu t'en éloignes un peu ou complètement on s'en fout. si tu veux les lier ensemble ou en choisir plusieurs ou aucune, c'est super !

Comment ?

on te propose de nous envoyer un texte fan-fiction, fantasy, science fiction, récit historique, auto-fiction, chanson, blague, dessin (noir et blanc)... Ça peut faire deux lignes, 2 pages ou 20. Concernant la manière dont on va choisir les textes, ce sera complètement subjectif. On a aucun critère et on pense pas que notre avis est plus important ou plus éclairé qu'un autre. Dans tous les cas on s'engage à répondre à tous les mails qu'on reçoit. Si t'as envie et que t'en fais la demande explicite, on pourrait se lancer dans un taf « d'édition » comme par exemple des notes sur le texte, proposer des pistes « d'amélioration » ou sur des fautes d'orthographe.

On garde en tête que proposer ce genre de travail de réécriture ça peut malgré nos volontés renforcer des codes et des normes qu'on a envie de détruire.

Peut-être le format que prendra le recueil, il sera toujours distribué à prix libre sans suggestion de prix et incluant évidemment la gratuité. L'argent ne servira à rémunérer personne, ni autrice, ni toute autre personne impliquée dans ce projet. On l'utilisera que pour rembourser les frais d'impression et si ce qu'on reçoit est supérieur aux dépenses, ça sera réinvesti dans des projets anti-autoritaires et anarchistes.

Pour qui ?

cet appel est destiné à n'importe qui partageant des idées anarchistes et anti-autoritaires, que tu écrives des romans ou des nouvelles depuis des annés ou depuis hier, que t'aies jamais rien écrit mais que t'aies plein d'idée et que tes yeux brillent d'envie de les partager, que tu lises tout les jours ou juste un zine de temps en temps.

si ça te donne envie hésite pas, et si t'hésites : crame le prof en toi qui te dit que t'es pas légitime, et arrête d'hésiter.

Contact :

Tu peux nous écrire si t'as des questions et nous envoyer ta proposition par mail à

unehistoiresansfin chez riseup.net

On prend les propositions jusqu'au 1^{er} février 2027

Généré automatiquement par Vive l'Anarchie !